

De nouvelles analyses montrent que les pommes conventionnelles – y compris celles provenant du Luxembourg – sont contaminées par de multiples pesticides et ne sont pas adaptées à la consommation des jeunes enfants !

Le gouvernement doit agir de manière beaucoup plus cohérente pour protéger la population et la nature contre les pesticides !

Combien de substances toxiques nocives pour la santé devons-nous encore ingérer quotidiennement dans notre alimentation avant que le gouvernement n'agisse enfin ? Comment est-il encore possible, face à cette inaction, de protéger ses enfants et soi-même contre les effets secondaires nocifs des pesticides ?

Ces questions angoissantes, et d'autres similaires, se posent à la vue des résultats alarmants d'une nouvelle étude européenne menée par le *Pesticide Action Network Europe* (PAN Europe).

L'objet de l'étude était le symbole par excellence d'une alimentation saine : la pomme. De plus, si elle est cultivée localement et achetée pratiquement « à côté de chez soi » – on pourrait donc penser qu'on a fait le bon choix pour sa santé. N'est-ce pas ?

Malheureusement, l'étude réfute cette hypothèse de manière catégorique : 90 % des pommes conventionnelles européennes ne devraient pas être consommées par des enfants de moins de trois ans en raison des résidus de pesticides mesurés, conformément à la réglementation européenne. Les résidus constatés dans cette étude étaient 7 à 112 fois supérieurs à la limite légale pour les aliments destinés aux jeunes enfants, ce que la plupart des parents ignorent certainement.

Le Mouvement Ecologique a fourni trois échantillons de pommes conventionnelles produites au Luxembourg pour cette étude. Malheureusement, ceux-ci se distinguent particulièrement négativement de la moyenne européenne, car ils présentent des teneurs supérieures à la moyenne en un cocktail de différentes substances nocives !

Cette analyse s'inscrit dans une série publiée ces dernières années :

- Détection de résidus de **pesticides dans les cheveux d'enfants** au Luxembourg : les échantillons de cheveux de TOUS les enfants étaient contaminés (analyse du LIST pour le compte du ministère de la Santé en 2022[\[1\]](#)) ;
- **Analyses de poussières** dans 12 **ménages** différents au Luxembourg : toutes les analyses ont révélé des niveaux élevés de substances actives de pesticides, quel que soit le lieu (analyses réalisées pour le compte du Mouvement Ecologique en décembre 2022)[\[2\]](#) ;
- **Échantillonnages officiels réguliers de denrées alimentaires** par l'autorité alimentaire luxembourgeoise ALVA ;
- Plusieurs analyses réalisées au cours des deux dernières années dans le cadre d'une **campagne européenne** menée par *PAN-Europe* afin de mesurer la contamination par le **TFA, un produit chimique persistant** provenant en grande partie des pesticides utilisés dans l'agriculture : **eaux souterraines et de surface, eau du robinet, eau minérale**, ainsi que **dans la chaîne alimentaire, dans la farine, le pain, les pâtes et le vin**.

Ce n'est pas comme si ces analyses extrêmement alarmantes n'avaient entraîné absolument aucune conséquence.

D'une part, la population est certainement plus sensibilisée à ces problèmes. D'autre part, différentes administrations se sont également mobilisées : l'Administration de gestion de l'eau a par exemple réalisé des analyses et organisé un séminaire spécialisé.

Cependant, on continue de constater l'absence de mesures concrètes pour protéger la santé humaine et l'environnement contre ces polluants nocifs et destructeurs, ainsi que d'initiatives concrètes visant à mieux conseiller les agriculteurs sur les alternatives aux pesticides toxiques et à les prescrire davantage, alors même que ces alternatives existent.

Au contraire,

au **niveau de l'UE**, on tente même d'imposer **des reculs en matière de protection de l'environnement et de la santé** par le biais d'une **déréglementation** au moyen des « paquets omnibus » (voir les explications à la fin des avis). On ignore toutefois quelle position les responsables luxembourgeois défendent au niveau européen dans ce dossier : sont-ils du côté de ceux qui dérègulent ou représentent-ils les intérêts des consommateurs et de l'environnement ? Dans plusieurs questions

parlementaires, les ministères de l'Agriculture, de l'Environnement et de la Santé n'ont pas répondu à cette question si importante.

En décembre, un plan d'action luxembourgeois pour l'agriculture bio **peu ambitieux et largement vide de contenu, qui devrait être un instrument central pour réduire l'utilisation des pesticides**, a été présenté par le ministère de l'Agriculture. Cette attitude et l'inaction des ministères de la Santé, de l'Agriculture et de l'Environnement pour réduire l'utilisation des pesticides et ses conséquences négatives sur l'environnement, la biodiversité et la santé par le biais d'un développement cohérent de l'agriculture biologique sont effrayantes.

Cela suffit, la coupe est pleine, il faut mettre un terme à la mise en danger de la santé humaine et de la nature ! Nous avons droit à des aliments sains, qui ne sont pas contaminés par un cocktail de produits chimiques toxiques.

Le Mouvement Ecologique exhorte le gouvernement luxembourgeois à enfin relever le défi de convertir le Luxembourg à une agriculture respectueuse de la santé et de la nature, qui produit des aliments sans substances toxiques nocives pour la santé !

Cela concerne l'ensemble du gouvernement et en particulier la ministre de l'Agriculture Martine Hansen, la ministre de la Santé Martine Deprez et le ministre de l'Environnement Serge Wilmes.

La nouvelle étude sur la contamination des pommes par les pesticides, qui, d'une certaine manière, fait déborder le vase, est présentée plus en détail ci-dessous :



1. La pomme comme objet d'étude : symbole de santé ou source de contamination par les pesticides ?

« Une pomme par jour éloigne le médecin » est un vieux dicton qui a été scientifiquement prouvé. En effet, les pommes sont une source de fibres et de vitamines, elles aident à réguler la faim et des recherches récentes montrent qu'elles ont un effet positif sur la flore intestinale.

Collation (pendant la pause) saine, compote, « Äppeltäsch » : ce fruit symbolique joue un rôle central dans les habitudes alimentaires et est présenté comme un aliment sain. Depuis le XVIII^e siècle, le pommier fait partie intégrante des « Bongerten » luxembourgeois, en tant qu'arbre à haute tige le plus représenté dans cet élément important de notre paysage culturel.

Mais au fil du temps, les anciennes variétés plus résistantes ont été supplantées par de nouvelles variétés mieux adaptées à la production industrielle de pommes. Les variétés faciles à manipuler, à tige basse, plus faciles à entretenir et à récolter, mais aussi fortement dépendantes de l'utilisation de produits agrochimiques, sont devenues la norme.

En conséquence, la production de pommes est aujourd'hui malheureusement l'une des plus grandes consommatrices de pesticides. En moyenne, une pomme conventionnelle est pulvérisée jusqu'à 30^[3] fois avant d'arriver en magasin. Étant donné que les pommes font partie des fruits les plus consommés, elles constituent potentiellement une source importante d'exposition aux pesticides pour les consommateurs.

Dans sa nouvelle **étude intitulée « Pesticide cocktails, PFAS and neurotoxins in most European apples »**, le **Pesticide Action Network Europe** – dont fait partie le Mouvement Ecologique – montre à quel point les pommes sont contaminées par des résidus de pesticides dans toute l'UE.

Comment l'étude a-t-elle été menée ?

Treize pays ont participé à l'étude. En septembre 2025, chaque pays a acheté trois à cinq échantillons de pommes issues de l'agriculture conventionnelle dans des supermarchés, des marchés locaux ou des magasins à la ferme. Au total, **59 échantillons** ont ainsi été collectés. Chaque échantillon était composé de plusieurs pommes (min. 500 g). Les pommes étaient de la même variété ou, comme dans le cas de deux des trois échantillons luxembourgeois, un mélange de variétés provenant du même producteur. Les variétés les plus représentées étaient Gala, Golden Delicious, Elstar et Jonagold. L'échantillon de variété pure provenant du Luxembourg était Elstar et a été acheté dans un supermarché – les échantillons mélangés provenaient des magasins de deux producteurs.

Les échantillons ont tous été analysés dans le même laboratoire en Allemagne, conformément aux certifications internationales standard^[4], afin de détecter la présence de résidus de pesticides.

L'étude n'a pris en compte que les résultats supérieurs à la limite de quantification standard (LOQ, Limit of Quantification). Les échantillons contenant des résidus compris entre la limite de détection

(LOD, *Limit of Determination*) et la limite de quantification (LOQ) n'ont pas été pris en compte. En d'autres termes, les concentrations de pesticides détectées dans les « échantillons de pommes positifs » ne peuvent être considérées comme des traces, mais représentent l'exposition réelle aux pesticides.

Des statistiques spécifiques ont été établies pour une série de substances pesticides :

- **les pesticides PFAS**, sur la base de leur formule chimique,
- **les « candidats à la substitution »**, sur la base de la définition juridique de l'UE, et
- **les pesticides neurotoxiques**, sur la base des travaux de l'**Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA)**[\[5\]](#).

Même si l'échantillonnage des pommes a été effectué de manière aléatoire, les analyses montrent un résultat clair et cohérent qui ne peut être considéré scientifiquement comme aléatoire. Au contraire, le nombre d'échantillons permet une analyse concluante.

Des travaux scientifiques supplémentaires, avec une conception d'étude plus robuste et un échantillon plus large, doivent être menés par des organismes officiels. En effet, PAN Europe et ses organisations partenaires, telles que le Mouvement Ecologique, n'ont ni pour mission ni pour ambition d'assumer la responsabilité de l'État et de mener des études de marché pleinement représentatives. L'objectif de cette étude est d'attirer l'attention sur les problèmes existants à l'aide d'une méthodologie scientifique reconnue et de mettre en évidence la nécessité d'agir.

2. Résultats inquiétants pour les pommes issues de l'agriculture conventionnelle dans toute l'Europe

Les résultats sont extrêmement préoccupants : **au total, 58 pesticides** ont été détectés. **Au Luxembourg, 10 pesticides** ont été détectés (au-dessus du niveau de quantification), exclusivement des fongicides et des insecticides, aucun herbicide n'a été détecté.

Surtout, la plupart des pommes contiennent des résidus de plus d'une substance active pesticide, ce que l'on appelle des « cocktails de pesticides » (85 %). Bien que la fixation de valeurs limites pour ces « cocktails » soit obligatoire depuis 2005 (voir point 3.2), cela n'a pas encore été fait à ce jour.

Enfin, les résultats montrent que plus de 90 % des pommes cultivées de manière conventionnelle en Europe ne devraient en fait pas être consommées par les bébés et les jeunes enfants, si l'on applique les réglementations européennes relatives aux aliments transformés destinés aux bébés et aux jeunes enfants. Les parents ne sont souvent pas conscients que les réglementations relatives aux aliments transformés sont souvent plus strictes que celles relatives aux aliments frais.

Les résultats de l'analyse montrent clairement les problèmes auxquels les gouvernements nationaux et les décideurs européens ne peuvent plus fermer les yeux : la pollution systématique et généralisée de notre environnement et de notre santé par les pesticides ! En d'autres termes : les effets secondaires à haut risque de l'agriculture conventionnelle !

Les faits suivants sont également très pertinents :

- Le Luxembourg fait partie des tristes « leaders de l'UE » : jusqu'à 7 résidus de pesticides par pomme !

Les analyses montrent que 85 % des échantillons prélevés dans l'UE contenaient plus d'un résidu de pesticide (fig. 1). Dans de nombreux pays, il n'existe tout simplement pas de pommes^[6] issues de l'agriculture conventionnelle qui ne contiennent pas de pesticides !

Il apparaît que les pommes contiennent en moyenne 3 pesticides dans l'UE, mais le Luxembourg « surpasse » ce résultat avec une moyenne de 5 pesticides différents !

Le plus grand nombre de pesticides dans une pomme ? Le Luxembourg figure à nouveau parmi les tristes « gagnants ». Dans une seule pomme, 7 résidus de pesticides différents ont été détectés !

Parmi ces 7 pesticides, 6 étaient des fongicides différents (boscalid, fludioxonil, fluopyram, pyraclostrobine, tébuconazole, trifloxystrobine) – des produits contre les maladies fongiques, notamment l'oïdium, la tavelure ou la pourriture de conservation. Cela montre clairement à quel point ces produits sont utilisés à plusieurs reprises au cours de la saison dans les vergers, notamment pour empêcher les plantes de développer une résistance à certaines substances actives. **Mais c'est précisément cette pratique qui conduit à ces multiples contaminations à haut risque dans le produit final, que les consommateurs ingèrent !**

S'il existait des valeurs limites pour les cocktails de pesticides dans les denrées alimentaires, ces produits devraient certainement être retirés du marché!

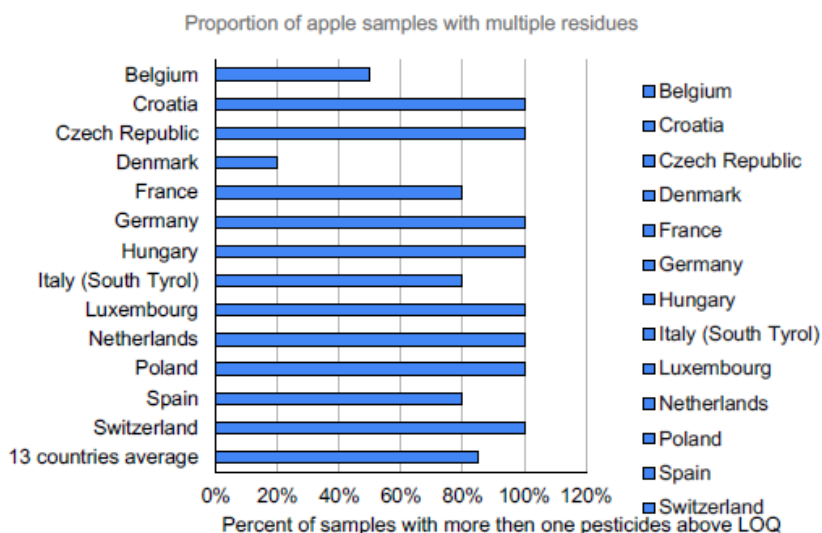


Illustration 1 : pourcentage d'échantillons contenant plus d'un résidu de pesticide = cocktail de pesticides.

- Double problème : en plus des pesticides, quelques produits chimiques éternels, ça vous dit ?

Mais les pommes issues de l'agriculture conventionnelle peuvent également nous fournir notre dose quotidienne maximale autorisée de PFAS (produits chimiques éternels). La consommation de deux pommes issues de l'agriculture conventionnelle suffit déjà pour atteindre la dose maximale autorisée ! Le fait est que plus d'une pomme sur deux de l'étude (64 %) contient au moins un résidu de pesticide PFAS (fig. 2), y compris les échantillons luxembourgeois : la trifloxystrobine et le fludioxonil ont été détectés dans 2 échantillons luxembourgeois, le fluopyram dans 1.

Compte tenu de la toxicité à long terme des PFAS et de l'exposition multiple à diverses sources d'absorption (TFA dans l'eau et les aliments), cela est d'autant plus préoccupant.

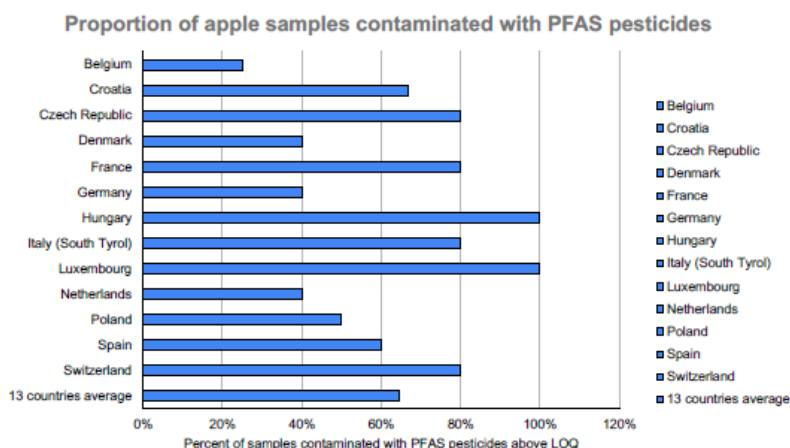


Figure 2 : Pourcentage d'échantillons contenant des résidus de pesticides PFAS

- Préférez-vous une pomme *plus toxique ou névrotique* ?

Soixante-et-onze pour cent (71 %) des pommes européennes contiennent **des résidus des pesticides les plus toxiques d'Europe, les fameux *Candidates for substitution* (fig. 3)**. Il s'agit donc de substances qui, pour des raisons de santé, auraient dû être retirées du marché depuis longtemps. Les États membres auraient dû mettre fin à leur vente et à leur consommation depuis 2011, mais ils ne l'ont pas fait. Au total, 8 « candidats à la substitution » ont été détectés dans l'étude, **et tous les échantillons luxembourgeois en contenaient également**.

Parmi les propriétés toxiques des pesticides, la neurotoxicité est de plus en plus préoccupante : maladie de Parkinson, baisse du QI due à une exposition avant et après la naissance : **36 % des pommes testées contenaient au moins un résidu de pesticide neurotoxique**. Dans certains pays, l'exposition aux pesticides neurotoxiques est systématique (3 sur 3 en Croatie), tandis que dans d'autres, les citoyens

peuvent s'estimer heureux, car **aucun résidu de pesticide neurotoxique n'y a été trouvé** : c'est le cas, entre autres, du **Luxembourg**, mais aussi du Danemark, de la France et des Pays-Bas.

Cependant, dans **deux des trois échantillons luxembourgeois**, une substance active pesticide interdite depuis octobre 2025, appelée **spirotetramat**, a été détectée. Au moment de son utilisation à l'été 2025, les producteurs étaient encore autorisés à utiliser les restes de produits contenant cette substance active.

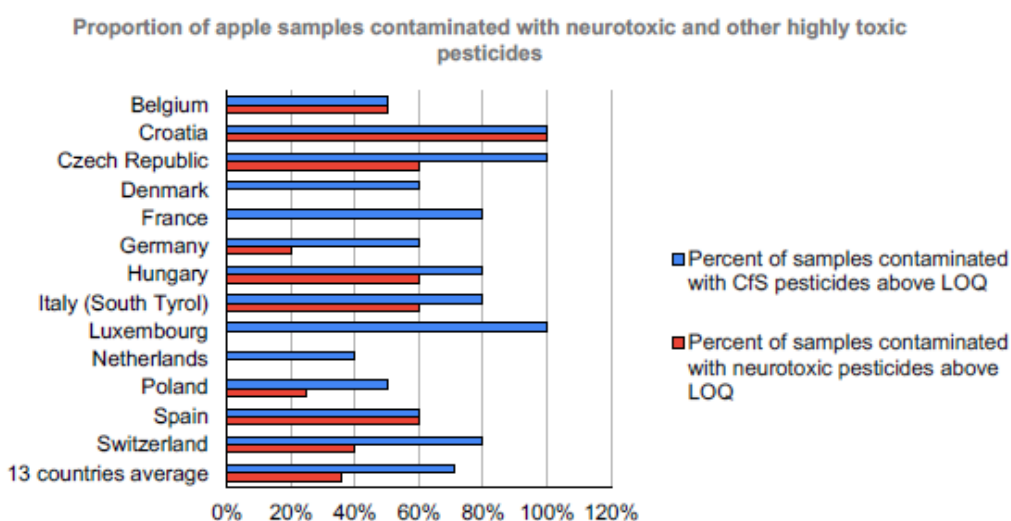


Illustration 3 : pourcentage d'échantillons contenant des résidus de pesticides nocifs (candidats à la substitution) ou neurotoxiques.

- Les leaders controversés : l'acétamipride, le captane et le fludioxonil

Certains des pesticides européens les plus toxiques et les plus controversés ont été fréquemment détectés dans l'étude, **y compris dans les échantillons luxembourgeois** :

- **Acétamipride** : près d'une pomme européenne sur cinq contient des résidus de ce **pesticide toxique pour les abeilles** extrêmement préoccupant. L'acétamipride est utilisé dans la culture des pommes pour lutter contre les pucerons. Cependant, de plus en plus de données scientifiques montrent que cette substance neurotoxique, comme d'autres néonicotinoïdes, traverse directement la barrière placentaire chez l'homme et peut nuire au développement du cerveau des fœtus. L'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) en a informé la Commission européenne depuis 2013 et ce n'est que l'année dernière, après des années de retard, que la Commission européenne a exigé des fabricants de pesticides une étude sur la neurotoxicité développementale. **PAN Europe souligne que les résultats de la recherche**

scientifique sont aujourd'hui plus que suffisants pour interdire immédiatement cette substance.

- **Le captane** est présent dans 61 % des pommes. Il s'agit d'un antifongique (**fongicide**) censé lutter contre le chancre des arbres fruitiers, la tavelure et la pourriture amère. Selon PAN Europe, le captane a été réautorisé en Europe, en violation de la législation européenne. Une procédure judiciaire est en cours à ce sujet. Ce fongicide largement utilisé est classé comme **susceptible de provoquer le cancer et hautement toxique pour les organismes aquatiques**.
- **Le fludioxonil** est présent dans près de 40 % des échantillons. Ce **fongicide est un perturbateur endocrinien** et un pesticide PFAS. En tant que *candidat à la substitution*, il aurait dû être retiré du marché européen depuis 2011, car de nombreuses alternatives sont disponibles. Il est toxique pour le foie et les reins chez l'homme et décime les poissons et les amphibiens dans les cours d'eau. Dans le cas des pommes, il est notamment utilisé contre la pourriture grise et la pourriture bleue.



Appel aux parents : ne donnez à vos enfants que des pommes non traitées – avec les produits bio, vous misez sur la sécurité en matière de résidus de pesticides !

La législation européenne interdit la distribution d'aliments transformés contenant des résidus quantifiables de pesticides aux nourrissons (moins de 12 mois) et aux enfants en bas âge (entre un et trois ans).

Si les pommes fraîches de l'étude étaient classées exactement comme les aliments transformés, **les bébés et les jeunes enfants ne pourraient légalement consommer que moins de 7 % des échantillons testés**. En réalité, **93 % des pommes contiennent des résidus de pesticides**, généralement plus d'un (fig. 4). Les résidus constatés dans l'étude étaient même 7 à 112 fois (!) supérieurs à la limite légale pour les enfants en bas âge !

Les trois échantillons luxembourgeois présentaient également des teneurs en pesticides supérieures au seuil de détection. Seuls 4 échantillons sur 59 (deux provenant du Danemark, un de Belgique et un d'Italie) peuvent être considérés comme exempts de pesticides.

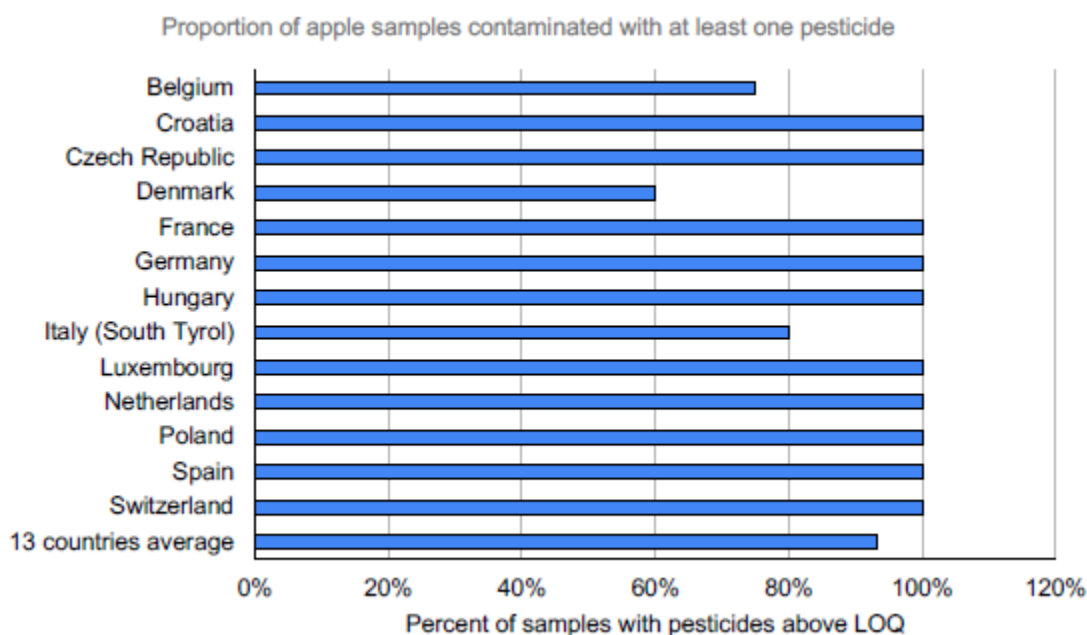


Figure 4 : Pourcentage d'échantillons contenant des résidus d'au moins un pesticide supérieurs au niveau de quantification = impropres à la consommation pour les enfants de moins de 3 ans.

3. Les pommes Blanche-Neige – en raison des manquements politiques

La situation actuelle est la conséquence de décennies d'échecs politiques à tous les niveaux :

1. Les contaminations multiples des pommes sont connues depuis longtemps, mais aucune solution n'est activement recherchée

Les résultats de ce rapport sont préoccupants. Mais ce qui est encore plus effrayant, c'est qu'ils ne sont pas nouveaux : ils correspondent aux résultats de recherches existantes. ^[7] Le niveau de contamination des pommes conventionnelles reste élevé, ce qui en fait une source importante d'exposition aux pesticides pour les consommateurs européens. Dans l'ensemble, malgré la disponibilité croissante d'alternatives aux pesticides synthétiques, le secteur de la culture fruitière agricole semble peu réceptif et les incitations insuffisantes, sinon l'utilisation de pesticides serait moindre.

En revanche, la contamination des pommes biologiques est généralement très faible. Les pesticides autorisés dans la culture biologique des pommes sont moins toxiques pour l'homme et généralement moins nocifs pour l'environnement.

2. Résidus multiples : félicitations pour les 20 ans d'inaction de l'EFSA

Il y a 20 ans déjà, le règlement européen sur les résidus de pesticides ((CE) n° 396/2005) stipulait que la fixation de limites maximales de résidus (les « LMR », *Maximum residue levels*) devait également tenir compte de la contamination simultanée par plusieurs pesticides. Et ce, dès qu'une méthode d'évaluation serait disponible.

Or, cette méthode n'existe toujours pas à ce jour, sans doute parce que les travaux nécessaires à son élaboration n'ont pas été suffisamment menés ! C'est pourquoi, dans la pratique, les pesticides continuent d'être évalués presque exclusivement individuellement, alors que les consommateurs sont quotidiennement exposés à un mélange de plusieurs résidus de pesticides dans les aliments, l'eau potable, l'air qu'ils respirent, etc. (ce que l'on appelle les « cocktails de pesticides »).

De plus en plus d'études scientifiques montrent qu'une **exposition chronique à des résidus de pesticides élevés dans les aliments est associée à des risques particuliers pour la santé.**

Une **exposition à long terme à plusieurs résidus de pesticides est associée à une baisse du taux de fécondation**^[8], **à une diminution de la réserve ovarienne**^[9], **à une baisse de la qualité du sperme**^[10] **et à une diminution des chances de réussite dans le cadre des techniques de procréation médicalement assistée**^[11].

En outre, une étude épidémiologique française a conclu que la consommation régulière d'aliments biologiques réduit de 25 % le risque de développer divers types de cancer, en particulier les lymphomes (cancer du sang)^[12].

Bien que l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) travaille actuellement à l'évaluation de certains effets additifs^[13], les **éventuels effets synergiques** entre les pesticides ne sont toujours pas **pris en compte**. Une exigence fondamentale du droit européen n'est donc pas appliquée depuis des années !

Il est évident qu'il n'est pas possible de tester toutes les combinaisons de pesticides, mais les connaissances sur la toxicité de l'exposition à plusieurs résidus de pesticides sont limitées en raison du manque de moyens de recherche. **L'EFSA continue d'évaluer le risque des pesticides substance par substance, mais cela ne correspond pas à la réalité dans les produits et dans le corps humain, où les substances sont présentes ensemble.** L'EFSA doit développer de manière beaucoup plus cohérente des valeurs limites pour cet effet cumulé. Parallèlement, il convient d'interdire systématiquement les pesticides et de promouvoir des alternatives.

3. La population, en particulier les jeunes enfants et les bébés, n'est pas suffisamment protégée

La législation européenne prévoit que les aliments transformés destinés aux nourrissons et aux jeunes enfants ne doivent pas contenir de résidus de pesticides supérieurs à la valeur fixée de 0,01 mg/kg, à partir de laquelle une substance peut être détectée (« limite de quantification » ou LOQ, *level of quantification*).

La LOQ est certes fixée de manière quelque peu arbitraire, car la technologie actuelle permet de quantifier les résidus de la plupart des pesticides à des niveaux bien inférieurs à 0,01 mg/kg. Mais au moins, cette limite existe.

Il est essentiel de prévenir l'exposition des nourrissons et des jeunes enfants pendant la **phase particulièrement sensible des « 1000 premiers jours »**. En effet, leur système nerveux et leur système immunitaire sont en plein développement et réagissent de manière sensible à l'exposition aux produits chimiques. Même de très faibles concentrations de certains produits chimiques peuvent causer des dommages irréparables.

Si les aliments frais étaient traités de la même manière que les aliments transformés, moins de 7 % (4) des échantillons testés répondraient à cette exigence de la législation européenne !^[14] Les parents qui souhaitent nourrir leur enfant de manière saine et équilibrée, qui préparent eux-mêmes les aliments complémentaires à la maison ou qui proposent plus tard des fruits frais comme collation quotidienne, devraient être effrayés par cette situation, compte tenu de l'inaction des acteurs politiques.

Il est incompréhensible que les autorités ne réduisent pas systématiquement l'utilisation des pesticides et n'encouragent pas parallèlement les parents et les éducateurs à nourrir les jeunes enfants exclusivement avec des fruits et légumes biologiques. De plus, on ne comprend pas pourquoi il

n'existe toujours pas de **normes nationales relatives à l'alimentation dans les crèches** avec des aliments biologiques et pourquoi le **programme européen en faveur de la consommation de fruits à l'école du ministère de l'Agriculture ne propose pas davantage de produits biologiques**.

4. Les États membres de l'UE sont à la traîne : 17 ans d'inaction en matière d'utilisation des pesticides

Non seulement en ce qui concerne la fixation de teneurs maximales, mais aussi à la source même, à savoir la réduction de l'utilisation des pesticides, les États membres sont à la traîne ou totalement inactifs. Afin de mieux protéger les personnes et l'environnement^[15], l'UE souhaitait déjà en 2009 réduire progressivement l'utilisation des pesticides grâce à la directive sur l'utilisation durable des pesticides (2009/128/CE) (SUD, *sustainable use directive*)^[16].

Le cœur de la directive est la lutte intégrée contre les ravageurs (IPM), qui est obligatoire dans toutes les exploitations agricoles depuis 2014 et qui doit donner la priorité aux mesures non chimiques.

Néanmoins, la directive est encore insuffisamment mise en œuvre à ce jour : En 2020, la Cour des comptes européenne a constaté que la Commission européenne n'avait jamais vérifié systématiquement la mise en œuvre de la directive dans les États membres et que, par conséquent, ses objectifs n'avaient largement pas été atteints^[17].

Au Luxembourg également, cette question semble n'avoir été abordée que de manière relativement vague jusqu'à présent.

Conformément à une modification de l'arrêté grand-ducal du

26 septembre 2017 relatif à la vente, l'utilisation et le stockage des produits phytopharmaceutiques, le ministère de l'Agriculture doit publier *des lignes directrices sur la lutte intégrée contre les ennemis des cultures* pour différentes cultures et différents secteurs (art. 14bis, 2° *l'élaboration et la publication de lignes directrices spécifiques aux différentes cultures ou secteurs en matière de lutte contre les ennemis des cultures à faible apport en produits*).

En outre, les programmes actuels de soutien à l'agriculture (« *réglementations écologiques* », aide 519) prévoient des aides financières pour les agriculteurs qui cessent ou réduisent l'utilisation de pesticides, notamment pour : « *la lutte biologique contre les insectes nuisibles dans la culture fruitière (519) - Lutte contre les insectes nuisibles sans insecticides* » (par exemple, l'utilisation de phéromones qui « perturbent » certains parasites, rendant ainsi plus difficile leur recherche de partenaires et empêchant ainsi les dommages causés aux cultures par ces insectes). Les chiffres officiels disponibles montrent toutefois que ces mesures ne sont que timidement adoptées par les arboriculteurs : le ministère de l'Agriculture a d'emblée indiqué qu'il ne verserait cette aide que pour un maximum de 80 hectares. Mais en 2024, le succès a été si faible qu'elle n'a été utilisée que pour 28 hectares. Cela soulève des questions : pourquoi cette mesure n'a-t-elle pas été plus largement acceptée ? Y a-t-il un manque de conseils appropriés ? Comment pourrait-elle être améliorée ? Des programmes de soutien seraient-ils

nécessaires pour cultiver d'autres variétés plus résistantes aux champignons et nécessitant moins de fongicides ?

La part importante de la culture biologique de pommes dans certains pays de l'UE montre qu'une production sans pesticides synthétiques est techniquement possible : en Allemagne, 15 % de la production de pommes se passe de ces substances (culture biologique).

5. Candidats à la substitution : ici aussi, 17 ans d'ignorance, malgré les risques pour la santé

En 2009, l'UE a harmonisé et amélioré le système d'autorisation des pesticides au niveau des États membres. Elle a créé une nouvelle classification des pesticides, à savoir « *Candidates for substitution* » (CFS), qui comprend les pesticides particulièrement toxiques qui devraient être retirés du marché en priorité au niveau des États membres dès que des alternatives sont disponibles.

Alors que la mise en œuvre correcte de cette obligation devrait entraîner une réduction des résidus de CFS dans les denrées alimentaires, un rapport précédent de PAN Europe a montré ^[18] que la présence de CFS dans les denrées alimentaires européennes a même augmenté au cours des dix dernières années ! La non-application du principe de substitution a été portée à la connaissance de la Commission européenne, qui n'a pas réagi – il semble qu'elle ignore délibérément ce problème, au détriment des êtres humains et de la nature.

6. Les supermarchés n'assument pas suffisamment leur responsabilité sociale

La plupart des pommes testées dans le cadre de cette campagne ont été achetées dans des supermarchés. PAN Europe a constaté que la politique d'achat des supermarchés européens tient rarement compte de la présence de plusieurs résidus de pesticides. En d'autres termes, les chaînes de supermarchés n'assument pas suffisamment leur responsabilité envers leurs clients.

4. La situation est inacceptable et ne cesse de s'aggraver en raison de l'inaction – les responsables politiques doivent enfin agir !

Les résultats de cette étude montrent clairement que **l'utilisation de pesticides et, par conséquent, la pollution doivent être réduites une fois pour toutes !**

Les instruments et les directives sont connus au niveau européen et luxembourgeois, mais la volonté d'agir a fait défaut dans le passé.

Cette attitude n'est plus acceptable compte tenu des risques avérés (!) pour la santé humaine et des effets désastreux sur la biodiversité et l'eau (potable).

Car la situation est claire et reconnue par les autorités officielles : **l'exposition générale aux pesticides, et en particulier les expositions multiples, constituent un problème qui doit être traité sans délai.**

L'utilisation des pesticides doit être abandonnée lentement mais sûrement.

Les pesticides ne devraient être utilisés, le cas échéant, qu'en cas de calamités extrêmes et ne devraient pas être considérés comme la norme. La protection intégrée des cultures va dans ce sens et utilise des organismes utiles et des solutions mécaniques plutôt que des substances chimiques de synthèse. Elle est déjà en partie encouragée au Luxembourg, mais apparemment pas suffisamment (cf. 3.4). L'agriculture biologique se passe déjà de substances nocives, c'est pourquoi de nombreux producteurs de fruits européens s'engagent dans cette voie. La culture des pommes sans pesticides chimiques de synthèse est possible !

Les Européens^[19] sont conscients, dans toute l'UE, des risques liés aux pesticides. Ils élèvent régulièrement la voix pour réclamer une réduction rapide et significative de l'utilisation des pesticides en Europe^[20].

Face à des connaissances et à une situation qui ne cessent de s'aggraver (présence de produits chimiques persistants dans l'environnement et les aliments, exposition de tous les enfants aux pesticides démontrée par le *Luxembourg Institute for Health*, preuve d'une contamination omniprésente par les pesticides grâce à l'analyse de la poussière domestique dans les foyers luxembourgeois), le Mouvement Ecologique exige :

Le gouvernement luxembourgeois, en particulier les ministères de la Santé, de l'Agriculture et de l'Environnement, doit mettre un terme à la contamination par les pesticides !

Tant au niveau luxembourgeois qu'européen, il doit s'engager de manière cohérente en faveur de la protection de la santé et de l'environnement.

Le Mouvement Ecologique exige que le Luxembourg adopte une position claire contre l'utilisation de tous les pesticides – au Luxembourg et au niveau européen – et prenne des mesures cohérentes pour passer à des méthodes agricoles plus respectueuses.

Concrètement, ses revendications sont les suivantes :

➤ **Maintenir un niveau élevé de protection contre l'exposition aux pesticides – ne pas soutenir l'Omnibus au niveau européen**

La proposition actuelle de la Commission européenne visant à poursuivre la déréglementation du « **projet omnibus** » sur la sécurité des denrées alimentaires et des aliments pour animaux (voir encadré) ne doit pas aboutir, car elle constituerait un recul en matière de protection contre les effets négatifs de l'utilisation des pesticides (périodes d'autorisation illimitées, absence de réévaluations contraires aux études scientifiques, etc.).

Le commissaire Christophe Hansen, les députés européens luxembourgeois et les ministères nationaux de la santé, de l'environnement et de l'agriculture doivent se positionner clairement contre les modifications prévues, très problématiques, et s'engager en conséquence au niveau européen.

➤ **Réformer l'agriculture – mettre en œuvre immédiatement la « directive sur l'utilisation durable » de l'UE au Luxembourg**

La directive européenne sur l'utilisation durable des pesticides (SUD) définit depuis 2009 le cadre juridique pour la réduction de l'utilisation des pesticides dans tous les États membres, mais elle n'est pas correctement mise en œuvre et appliquée.

La Commission européenne est tenue de vérifier de toute urgence la mise en œuvre nationale de la SUD afin de garantir une réduction progressive de l'utilisation des pesticides dans l'UE. Le Luxembourg doit **se mobiliser au niveau européen** à cet effet.

Mais au Luxembourg même, le gouvernement doit enfin respecter ses obligations en vertu de l'article 14 de la SUD : Le ministère de l'Agriculture doit mettre en place une **gestion intégrée de la protection des végétaux**, qui aille bien au-delà des mesures de soutien individuelles existantes.

En outre, les agriculteurs doivent bénéficier de **conseils de qualité et indépendants en matière de protection intégrée des végétaux**, et des lignes directrices doivent être élaborées afin d'élargir les connaissances sur les pratiques alternatives et d'aider les agriculteurs à les mettre en œuvre correctement.

➤ Réviser systématiquement le PAN BIO 2035

C'est bien connu : l'agriculture biologique n'utilise pas de pesticides chimiques de synthèse !

Malheureusement, au Luxembourg, seuls 10 % environ des terres agricoles sont exploitées de manière biologique, ce qui est tout à fait insuffisant. Il incombe au gouvernement de soutenir de manière cohérente l'agriculture biologique actuelle et, parallèlement, d'inciter progressivement les agriculteurs conventionnels à se convertir à l'agriculture biologique. Le plan d'action national pour l'agriculture biologique (PAN-Bio) est l'instrument central pour atteindre cet objectif. Le plan précédent expirait en 2025, ce qui donnait au gouvernement l'occasion de présenter un plan concret pour promouvoir l'agriculture biologique ! Ce n'est malheureusement pas le cas. Le nouveau PAN Bio 2030 manque d'ambition, est loin d'être concret... et reste bien en deçà des besoins.

Le ministère de l'Agriculture est tenu de développer ce plan d'action bio de manière cohérente et de le mettre en œuvre en collaboration avec les acteurs concernés. D'une part, il constitue la base la plus efficace pour promouvoir l'agriculture biologique et, d'autre part, l'offre de produits biologiques luxembourgeois doit être élargie !

➤ Le bio dans toutes les cantines publiques : maintenant !

Le programme exemplaire Supply4Future de Restopolis, qui privilégie les aliments biologiques par rapport aux aliments conventionnels dans les cantines scolaires, doit être étendu sans délai à toutes les cantines publiques. Cela est d'autant plus important que les agriculteurs ont besoin de plusieurs « acheteurs publics » pour se lancer dans l'agriculture biologique.

Le ministère de la Santé devrait notamment publier des directives claires sur l'utilisation des aliments biologiques dans les hôpitaux, accompagner activement le processus de transition et, si nécessaire, augmenter les aides financières pour l'alimentation. Cela permettrait d'améliorer la qualité de la restauration collective publique et, conformément au principe de précaution, d'éviter une exposition supplémentaire aux cocktails de pesticides pour les personnes déjà affaiblies.

Des obligations contraignantes devraient être imposées à toutes les crèches et structures d'accueil conventionnées afin que les aliments biologiques soient utilisés en priorité pour ces jeunes enfants.

➤ Remettre en question le programme de distribution de fruits dans les écoles ! Protéger TOUS les écoliers !

L'État a l'obligation de proposer, dans la mesure du possible, des aliments sans pesticides dans les écoles. Il n'est donc plus acceptable que le ministère de l'Agriculture n'achète qu'une part infime (à l'exception des carottes et des bananes) de fruits biologiques pour le programme annuel de distribution de fruits dans les écoles. Une réorientation fondamentale de l'appel d'offres du programme de distribution de fruits dans les écoles est nécessaire.

Outre l'aspect évident pour la santé, cela sensibilise les enfants aux pommes « hors normes » et incite les producteurs de fruits locaux à pratiquer une agriculture sans pesticides.

➤ Informer les consommateurs, en particulier les parents

Les parents doivent être informés de manière honnête et proactive des niveaux élevés de contamination des pommes produites de manière conventionnelle ! Par conséquent, les parents ne devraient pas donner de pommes fraîches conventionnelles à leurs jeunes enfants, car plus de 9 pommes sur 10 dépassent théoriquement les limites légales fixées pour les aliments transformés destinés aux jeunes enfants. C'est précisément au cours des 1000 premiers jours après la naissance qu'il est nécessaire de protéger au maximum la santé des jeunes enfants. Il faut donc veiller à ce que les aliments frais soient aussi exempts de substances nocives que possible.

Le ministère de la Santé devrait élargir sa campagne « Gesond iessen, méi bewegen » (Manger sainement, bouger plus) afin d'informer les citoyens sur l'importance de consommer des pommes et d'autres aliments biologiques pour protéger les fœtus, les bébés et les jeunes enfants. D'autant plus que divers pesticides se retrouvent également dans le lait maternel.

➤ Définir une méthodologie pour évaluer les cocktails de pesticides et leurs LMR

L'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) doit remplir son obligation légale et présenter sans délai une méthodologie scientifiquement fondée pour évaluer l'exposition chronique aux résidus multiples de pesticides dans les aliments, qui tienne compte de l'état actuel de la recherche et de la protection de l'ensemble de la population. D'ici là, des règles de précaution plus strictes sont nécessaires, en particulier l'introduction d'un facteur d'évaluation des mélanges (MAF) (PAN Europe recommande un MAF de 10) afin de protéger efficacement les Européens contre les cocktails de pesticides nocifs pour la santé.

Le Luxembourg doit s'engager en ce sens au sein des instances européennes compétentes. À ce jour, la position de nos représentants au sein de ces instances peu transparentes n'est pas connue.

➤ Plus de responsabilité dans le commerce : les supermarchés comme levier pour des aliments moins traités aux pesticides

Les supermarchés devraient être davantage encouragés à mettre en place des autocontrôles et à retirer de leur liste de fournisseurs les fabricants qui proposent de manière répétée des aliments contaminés par des pesticides.

Certaines chaînes de supermarchés, comme LIDL [\[21\]](#), appliquent déjà des teneurs maximales en pesticides plus strictes que celles en vigueur en Europe. Seuls les fruits et légumes présentant au maximum un tiers des teneurs maximales en résidus autorisées peuvent être vendus. Cette mesure est très bienvenue et devrait servir d'exemple à d'autres supermarchés, y compris au Luxembourg.

En outre, les supermarchés devraient jouer un rôle dans l'information des consommateurs et la promotion de variétés plus résistantes, au lieu de faire la promotion de variétés de pommes qui, comme on le sait, ne peuvent être cultivées qu'avec une utilisation intensive de pesticides. Et surtout, l'offre de fruits issus de l'agriculture biologique doit être systématiquement élargie et mieux mise en valeur que les fruits issus de l'agriculture conventionnelle en termes de « placement » stratégique.

Omnibus sur la sécurité alimentaire et la sécurité des aliments pour animaux

En décembre 2025, la Commission européenne a présenté au Parlement européen et au Conseil une proposition législative pour un règlement omnibus sur la sécurité alimentaire et la sécurité des aliments pour animaux. Cette proposition omnibus ouvre la voie à un affaiblissement significatif de la protection de la santé des citoyens et de l'environnement contre les pesticides. Avec la proposition de la Commission, la réglementation des pesticides deviendrait beaucoup plus politique et moins scientifique. En outre, la détermination de la toxicité de nombreuses substances deviendrait plus arbitraire, et ce sont les citoyens et l'environnement qui en supporteraient les risques.

L'étude de PAN Europe souligne l'importance de maintenir des directives strictes en matière de pesticides et de mieux les appliquer. En effet, l'approche actuelle en matière de résidus de pesticides est insuffisante, car les pesticides qui auraient dû être interdits depuis longtemps ne sont pas éliminés, les effets de l'exposition à plusieurs résidus dans les aliments ne sont pas pris en compte et les effets de l'exposition aux résidus chez les très jeunes enfants ou pendant la grossesse ne sont pas pris en considération.

Recommandations aux citoyens

1. Privilégiez les pommes bio

Les pommes bio sont toujours cultivées sans pesticides synthétiques. L'achat d'aliments bio réduit considérablement le risque d'exposition aux pesticides alimentaires. De plus, vous pouvez ainsi soutenir les initiatives agricoles écologiques locales.

Une autre possibilité serait d'aller cueillir soi-même des pommes dans des vergers à hautes tiges en automne et de les stocker, si les variétés le permettent. Les initiatives luxembourgeoises « Gielt Band » ou « Kierfchen » peuvent aider à trouver de tels vergers librement accessibles.

Les fruits et légumes doivent constituer une part importante de l'alimentation. Si aucun aliment biologique n'est disponible, PAN Europe recommande de consommer en priorité des fruits et légumes qui peuvent être pelés afin d'éliminer une partie de la charge en pesticides.

2. Soutenez une organisation environnementale et, si possible, engagez-vous activement

Soutenez les organisations environnementales telles que le Mouvement Ecologique, qui militent pour une réduction des pesticides, une agriculture respectueuse de l'environnement et des aliments sains. Votre contribution peut déjà faire avancer des projets et entraîner des changements au niveau politique. Engagez-vous – en adhérant, en faisant un don ou en vous impliquant personnellement – et contribuez à protéger notre environnement et notre santé. Si vous êtes intéressé, écrivez-nous : meco@oeko.lu.

3. Écrivez à vos responsables politiques – interpellez-les

Une lettre adressée à vos responsables politiques locaux, nationaux et européens aura un impact. Demandez-leur de s'engager en faveur de la réduction des pesticides et de l'agriculture biologique. Ou interpellez-les directement si vous les rencontrez. Dans ce contexte, vous pourriez par exemple leur faire part de votre mécontentement, car il est inacceptable que la toxicité de l'exposition à plusieurs résidus ne soit toujours pas évaluée dans l'UE.

4. Plantez un pommier

Planter un pommier dans votre jardin ou dans un jardin communautaire (si vous en avez la possibilité) présente plusieurs avantages : les fleurs de pommier produisent du pollen et du nectar, qui sont bénéfiques pour les pollinisateurs, et vous fournissent naturellement des pommes sans pesticides. Privilégiez une variété indigène et résistante et choisissez la taille d'arbre adaptée à l'espace dont vous disposez. Les syndicats et organisations de protection de la nature ainsi que les forestiers locaux peuvent vous conseiller sur la variété à choisir.

- [1] <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0160412022002690>
<https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0160412021001513>
- [2] <https://www.meco.lu/de/blog/documentcenter/alle-buergerinnen-chronischer-pestizidbelastung-ausgesetzt-der-staat-luxemburg-muss-handeln/>
- [3] Zaller et al. 2023
- [4] DIN EN 15662, §64 LFGB L00.00-115
- [5] <https://efsa.onlinelibrary.wiley.com/doi/10.2903/j.efsa.2021.6392>,
<https://efsa.onlinelibrary.wiley.com/doi/10.2903/j.efsa.2019.5800>
- [6] Des échantillons provenant de Croatie, de République tchèque, des Pays-Bas, d'Allemagne, de Hongrie, du Luxembourg, de Pologne et de Suisse contenaient tous plusieurs résidus de pesticides
- [7] Rapport annuel de l'EFSA sur les résidus de pesticides 2025
- Rapport Greenpeace 2015 « L'utilisation systématique de pesticides dans la production de pommes dans l'UE »
- [8] Kazemi . et al. 2025
- [9] Kazemi . et al. 2025
- [10] Chiu 2015
- [11] Chieu et al. 2017
- [12] Baudry . et al. 2018
- [13] https://food.ec.europa.eu/plants/pesticides/maximum-residue-levels/cumulative-risk-assessment_en
- [14] Directive 2006/141/CE relative aux préparations pour nourrissons et aux préparations de suite
- [15] <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?qid=1768841467053&uri=CELEX%3A32009L0128>
- [16] Directive 2009/128/CE
- [17] <https://www.pan-europe.info/press-releases/2020/02/eu-court-auditors-underlines-insufficient-efforts-european-commission-and>
- [18] <https://www.pan-europe.info/resources/reports/2022/05/forbidden-fruit-dramatic-rise-dangerous-pesticides-found-fruits-and>
- [19] <https://www.pan-europe.info/resources/reports/2023/10/pesticides-play-it-safe>
- [20] <https://www.pan-europe.info/sites/pan-europe.info/files/public/resources/factsheets/FRI-24-F2-citizens%20demands-4.pdf>
- [21] <https://corporate.lidl.lu/de/nachhaltigkeit/sortiment/pestizide>

29 janvier 2026

Mouvement Ecologique asbl, 6, rue Vauban, L-2663 Luxembourg, Tel :439030-1, meco@oeke.lu, meco.lu